

t\_attn@azm350 = 0.0  
 </ANT\_DIAGR\_V>  
 t\_ant\_dir = D  
 t\_ref\_plan\_cfg = RPC5  
 t\_sfn\_id = BELDABVG001  
 t\_spect\_mask = 2  
 </NOTICE>  
 <TAIL>  
 t\_num\_notices = 4  
 </TAIL>

Vu pour être annexé à l'Accord de coopération entre la Communauté française et la Communauté flamande relatif à l'utilisation de fréquences numériques pour le DAB+ sur le territoire de l'autre partie.

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/10805]

**24 JANUARI 2019. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap betreffende het gebruik van digitale frequenties voor DAB+ op het grondgebied van de andere partij**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap betreffende het gebruik van digitale frequenties voor DAB+ op het grondgebied van de andere partij.

**Art. 2.** Dat samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 januari 2019.

De minister-president, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
 R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,  
 A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,  
 J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
 belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
 R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
 M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
 A. FLAHAUT

---

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet nr. 732-1. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 732-2

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 januari 2019.

---

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/30143]

**16 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifiée par la loi du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé «O.N.E.», l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, l'article 140, § 3;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui habilite le Gouvernement à arrêter, notamment, le statut du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES), l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 septembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 10 octobre 2018;

Vu le protocole de négociation n°498 du Comité de Secteur XVII, conclu le 9 novembre 2018;

Vu le « test genre » du 10 octobre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière, donné le 22 octobre 2018;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française, donné le 26 octobre 2018;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 16 novembre 2018;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 12 novembre 2018;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication, donné le 8 novembre 2018;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES), donné le 24 octobre 2018;

Vu l'avis 64.916/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 janvier 2019 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII est complété par les 6° et 7° rédigés comme suit :

« 6° à soixante-cinq ans : six jours ouvrables

7° à soixante-six ans : sept jours ouvrables. ».

**Art. 2.** A l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° le mariage de l'agent ou l'enregistrement d'une déclaration de cohabitation légale : quatre jours ouvrables; ».

**Art. 3.** Dans la section 2, chapitre 3, du même arrêté, il est inséré un article 14/2, rédigée comme suit :

« Article 14/2. - § 1<sup>er</sup>. L'agent obtient, à sa demande, des congés pour cause de force majeure permettant l'accompagnement d'une des personnes visées à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, ou parent n'habitant pas sous le même toit jusqu'au 3<sup>ème</sup> degré et à laquelle des soins palliatifs sont prodigués.

Une attestation médicale témoigne de la nécessité de la présence de l'agent.

§ 2. La durée des congés visés au § 1<sup>er</sup> ne peut sur l'ensemble de la carrière excéder quinze jours ouvrables pour l'accompagnement d'une même personne.

Si le cas de force majeure survient au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence.

Ils sont assimilés à des périodes d'activité de service.

§ 3. Les congés visés au § 1<sup>er</sup> sont accordés indépendamment du lieu où les soins palliatifs sont dispensés. ».

**Art. 4.** A l'article 20 du même arrêté, les alinéas 6 à 8 sont remplacés par ce qui suit :

« Un congé d'accueil est accordé à l'agent dans les hypothèses suivantes :

1° l'agent assure la tutelle officielle d'un enfant de moins de douze ans;

2° l'agent accueille, dans le cadre d'un accueil familial de moyen ou de long terme, un mineur dans sa famille suite à une décision des mandants, autorité judiciaire ou communautaire, de placement dans une famille d'accueil;

3° l'agent accueille un mineur étranger non accompagné dans sa famille suite à une décision de la cellule MENA de l'Administration générale de l'aide à la jeunesse et des Centres pour Mineurs dessaisis.

Le congé est d'une durée maximale de quatre mois pour un enfant de moins de trois ans et de trois mois dans les autres cas. Le congé débute le jour où l'enfant est accueilli dans la famille et peut être fractionné sur la durée de l'année qui suit le premier jour où il a été accordé.

La durée du congé d'accueil visée à l'alinéa précédent est prorogée d'un mois lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont octroyés dans le pilier 1 de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales.

Le congé est octroyé de manière unique dans la carrière de l'agent par enfant concerné. Si un agent accueille plus d'un enfant en même temps, il ne pourra bénéficier que d'un seul congé. ».

**Art. 5.** L'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21.- Le congé d'adoption et le congé d'accueil sont rémunérés et sont assimilés à une période d'activité de service. ».

**Art. 6.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 janvier 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30143]

**16 JANUARI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), afgekort "O.N.E.", inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 140, § 3;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies waarbij de Regering ertoe gemachtigd wordt om het statuut te bepalen van het personeel van de "Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES)" (Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs), artikel 24;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 september 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 oktober 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 10 oktober 2018;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 498 van het Sectorcomité XVII, gesloten op 9 november 2018;

Gelet op de « gendertest » van 10 oktober 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan), gegeven op 22 oktober 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, gegeven op 26 oktober 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 16 november 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 12 november 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication » (het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën), gegeven op 8 november 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur » (ARES) (Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs), gegeven op 24 oktober 2018;

Gelet op het advies 64.916/4 van de Raad van State, gegeven op 3 januari 2019 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 8, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, wordt aangevuld met 6° en 7°, luidend als volgt :

« 6° op vijftien jaar : zes werkdagen

7° op zesenzeftien jaar : zeven werkdagen. ».

**Art. 2.** In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° huwelijk van het personeelslid of registratie van een verklaring van wettelijk samenwonen : vier werkdagen; ».

**Art. 3.** In de afdeling 2, hoofdstuk 3, van hetzelfde besluit wordt een artikel 14/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14/2. - § 1. Het personeelslid bekomt, op eigen verzoek, verlof wegens overmacht waarbij de begeleiding van één van de personen bedoeld in artikel 14, § 1 of bloed- of aanverwant met wie het niet samenleeft tot de 3<sup>de</sup> graad en aan wie palliatieve zorg verleend wordt, het mogelijk maakt.

De noodzaak van de aanwezigheid van het personeelslid wordt bewezen aan de hand van een doktersattest.

§ 2. De duur van de verloven bedoeld in § 1 is voor het geheel van de loopbaan tot vijftien werkdagen beperkt voor de begeleiding van eenzelfde persoon.

Doet dat geval van overmacht zich voor gedurende een periode van deeltijdse arbeid, dan wordt de duur van het verlof in verhouding daarvan verminderd.

Ze worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

§ 3. De verloven bedoeld in § 1 worden toegekend onafhankelijk van de plaats waar de palliatieve zorg verleend wordt."

**Art. 4.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de zesde tot achtste leden vervangen als volgt :

« Een opvangverlof wordt toegestaan aan het personeelslid in de volgende hypothesen :

1° het personeelslid neemt de pleegvoogdij van een kind beneden de twaalf jaar op ;

2° het personeelslid neemt, in het kader van een gezinsopvang van middellange of lange termijn, een minderjarige in zijn gezin op naar aanleiding van een beslissing van opdrachtgevers, rechterlijke of gemeenschappelijke overheid, overheid van plaatsing in een opvanggezin;

3° het personeelslid neemt een niet-begeleide buitenlandse minderjarige in zijn gezin op naar aanleiding van de beslissing van de MENA-cel van de Algemene Administratie Hulpverlening aan de jeugd en Centra voor uit de handen gegeven minderjarigen.

Het verlof heeft een maximale duur van vier maanden voor een kind beneden de drie jaar en van drie maanden in de andere gevallen. Het verlof vangt aan op de dag dat het kind in het gezin wordt opgenomen en kan gesplitst worden over de duur van het jaar volgend op de eerste dag wanneer het toegestaan werd.

De duur van het opvangverlof bedoeld in het vorige lid wordt met één maand verlengd wanneer het kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van minstens 66% of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler 1 van de medisch-sociale schaal overeenkomstig de regelgeving betreffende de kinderbijslag.

Het verlof wordt één keer in de loopbaan van het personeelslid per betrokken kind toegestaan. Indien een ambtenaar meer dan één kind tegelijkertijd opvangt, zal hij slechts één verlof kunnen genieten. ».

**Art. 5.** Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 21.- Het adoptieverlof en het opvangverlof worden bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. ».

**Art. 6.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 januari 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT